

**ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE :
LA STRATÉGIE DE L'ADMINISTRATION BUSH, 2001-2004**

Grant Dawson
Division des affaires politiques et sociales

Le 18 août 2004

Le Service d'information et de recherche parlementaires de la Bibliothèque du Parlement travaille exclusivement pour le Parlement, effectuant des recherches et fournissant des informations aux parlementaires et aux comités du Sénat et de la Chambre des communes. Entre autres services non partisans, elle assure la rédaction de rapports, de documents de travail et de bulletins d'actualité. Les analystes peuvent en outre donner des consultations dans leurs domaines de compétence.

**THIS DOCUMENT IS ALSO
PUBLISHED IN ENGLISH**

TABLE DES MATIÈRES

	Page
INTRODUCTION	1
ARMES BIOLOGIQUES OFFENSIVES ET DÉFENSIVES	2
ARMES CHIMIQUES.....	4
ARMES NUCLÉAIRES.....	5
MULTILATÉRALISME : LA PRUDENCE DEMEURE	8
MANQUE D'INTÉRÊT POUR LA CONTRE-PROLIFÉRATION	10
LES COMMENTATEURS CONSTATENT UN CHANGEMENT DE POLITIQUE	11
CONCLUSION.....	12



CANADA

LIBRARY OF PARLIAMENT
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE: LA STRATÉGIE DE L'ADMINISTRATION BUSH, 2001-2004

INTRODUCTION

L'administration du président George W. Bush (en poste depuis 2001) a modifié la politique américaine en ce qui a trait aux armes de destruction massive (ADM) nucléaires, mais non en ce qui concerne les ADM chimiques et biologiques⁽¹⁾. Les États-Unis entendent dorénavant se doter d'une stratégie visant à centrer les régimes voyous et les acteurs non étatiques dotés d'ADM; se réserver la possibilité de recourir à l'arme nucléaire en dépit des accords multilatéraux de contrôle des armements; et rehausser leurs capacités nucléaires en se dotant d'armes substratégiques « utilisables » et en optimisant certains éléments de leur arsenal existant tout en éliminant le reste. L'administration désire toujours empêcher la prolifération des ADM, mais son attention s'est détournée de la Russie, qui possède l'un des arsenaux les plus importants et les plus vulnérables d'ADM au monde. C'est que les États-Unis ne craignent plus avant tout une guerre entre superpuissances, mais une attaque à l'ADM par des terroristes ou des États voyous. Cette menace a poussé l'administration à remanier la politique américaine en ce qui a trait aux armes nucléaires et refroidi son ardeur à contrôler et à détruire les ADM qui se trouvent entre les mains d'États.

Dans ce document, nous examinons la politique du président George W. Bush en ce qui concerne les ADM pour la période allant de 2001 à 2004. Dans les sections A et B, nous traitons des politiques relatives aux armes biologiques et chimiques des administrations précédentes, que l'administration Bush a largement maintenues. Il est ensuite question de la politique de Bush relativement aux armes nucléaires. Puis, dans la section C, nous examinons en détail l'approche du président en matière de stratégie et de désarmement nucléaires et de recherche sur les armes nucléaires. Le refus du 43^e président de se laisser contraindre par les accords multilatéraux de contrôle des armements et son apparent manque d'intérêt pour la

(1) Nous ne traitons pas ici des armes radiologiques ni des missiles capables de lancer des armes nucléaires, chimiques et biologiques.

contre-prolifération en Russie font l'objet des sections D et E. Enfin, dans la section F, nous notons que la plupart des commentateurs considèrent la politique de Bush comme un changement de cap important.

ARMES BIOLOGIQUES OFFENSIVES ET DÉFENSIVES

Les États-Unis s'opposent depuis longtemps aux armes biologiques offensives. En 1969, le président Richard Nixon (1969-1974) a unilatéralement et inconditionnellement renoncé à ces engins et ordonné la destruction du formidable arsenal américain ainsi que la conversion des installations de production à des fins pacifiques⁽²⁾. Les États-Unis ont signé la Convention sur les armes biologiques et à toxines (CABT) en 1972, l'ont ratifiée en 1975 et l'ont jusqu'ici respectée. Néanmoins, des sociétés américaines ont continué de vendre à des États des produits dont ces derniers pourraient se servir pour fabriquer des munitions biologiques offensives. Sous les présidents Ronald Reagan (1980-1988) et George Bush père (1988-1992), par exemple, des sociétés américaines ont vendu à l'Irak des produits ayant des applications à la fois militaires et civiles, y compris des virus comme celui du charbon et de la peste bubonique⁽³⁾. Certains craignent que l'aide fournie par les États-Unis à la Russie au titre du contrôle des armes biologiques ne profite aux programmes russes de guerre biologique. Cependant, personne n'a insinué publiquement que les États-Unis ont violé leurs obligations aux termes du CABT⁽⁴⁾.

La politique américaine en ce qui concerne les armes biologiques défensives est encore plus ambiguë – ce qui aide à expliquer pourquoi les États-Unis semblent disposés à affaiblir le CABT, principal traité de contre-prolifération de ces armes. Les États-Unis ont résisté aux efforts internationaux visant la mise en place, par suite de négociations, d'un mécanisme contraignant d'inspection, de contrôle et de vérification des armes biologiques défensives. Ils ont préféré mener leurs propres activités de lutte contre la prolifération des armes

(2) Joseph Cirincione en collaboration avec Jon Wolfsthal et Miriam Rajkumar, *Deadly Arsenals: Tracking Weapons of Mass Destruction*, Dotation Carnegie pour la paix internationale, Washington (D.C.), 2002, p. 48.

(3) Michael Dobbs, « U.S. Had Key Role in Iraq Build-Up: Trade in Chemical Arms Allowed Despite Their Use on Iranians, Kurds », *Washington Post*, 30 décembre 2002, p. A1.

(4) Sharon Squassoni, « Globalizing Cooperative Threat Reduction: A Survey of Options », rapport du Service de recherche du Congrès n° RL32359, Washington (D.C.), 15 avril 2004, p. 28.

biologiques dans l'ex-Union soviétique⁽⁵⁾ bien qu'ils ne les aient financées que modestement jusqu'en 1997, lorsque l'Iran a apparemment tenté d'acquérir de la technologie de guerre biologique d'un institut russe⁽⁶⁾. Ces activités ont pris de l'ampleur en 2003 quand ils ont lancé un programme d'amélioration des capacités de contrôle frontalier des États non russes de l'ex-Union soviétique⁽⁷⁾. Entre-temps, les administrations Bush père (1988-1992) et Clinton (1992-2000) ont bloqué l'entente intervenue entre les parties au CABT concernant un régime d'inspection sur place. Un effort diplomatique d'une durée de 10 ans a pris abruptement fin en juillet 2001, lorsque l'administration Bush fils a rejeté un projet de texte de compromis et refusé définitivement de négocier là-dessus même en vue de le modifier⁽⁸⁾. Washington a alors déclaré avoir des préoccupations de sécurité nationale (la protection de secrets militaires) et indiqué que les inspecteurs compromettraient les secrets industriels américains sans détecter les transgresseurs du traité⁽⁹⁾. Cette position a mis certains Européens en colère, notamment ceux qui en Grande-Bretagne souhaitaient améliorer le CABT⁽¹⁰⁾.

L'opposition aux inspections s'explique peut-être du fait que, comme l'ont noté de hauts décideurs américains en 2000, les recherches des États-Unis sur les armes et les vecteurs d'armes bactériologiques ont rapproché davantage le pays des limites fixées par le CABT⁽¹¹⁾. Un auteur note que, bien que les États-Unis considèrent leurs recherches sur les armes biologiques

-
- (5) Dans le cadre du Programme de réduction concertée des menaces, qui a été créé en 1992. Ce programme a pour but principal d'aider la Russie à réduire son arsenal d'armes nucléaires stratégiques comme l'y oblige le Traité sur la réduction des armements stratégiques (START, 1991).
- (6) Jon Brook Wolfsthal, Christina-Astrid Chuen et Emily Ewell Daughtry (dir.), *Nuclear Status Report: Nuclear Weapons, Fissile Material and Export Controls in the Former Soviet Union*, 6^e éd., Monterey Institute-Carnegie Endowment, Washington (D.C.), 2001, p. 55.
- (7) Département de la défense des États-Unis, « Fiscal Year 2004 / FY 2005 Biennial Budget Estimates – Former Soviet Union Threat Reduction Appropriation (Cooperative Threat Reduction Program) », février 2003, p. 2 (http://www.defenselink.mil/comptroller/defbudget/fy2004/budget_justification, consulté le 7 juin 2004).
- (8) Milton Leitenberg, « Just How Bad Can it Get? Review of *GERMS: Biological Weapons and America's Secret War*, by Judith Miller, Stephen Engelberg, and William J. Broad », *Los Angeles Times*, 28 octobre 2001, p. 6.
- (9) Cirincione *et al.* (2002), p. 53.
- (10) Jessica Stern, « Modifying Non-Proliferation Policy to Meet the Terrorist Threat: Controlling Biological Weapons Agents », *Ultimate Security: Combating Weapons of Mass Destruction*, sous la direction de Janne E. Nolan, Bernard I. Finel et Brian D. Finlay, Century Foundation Press, New York, 2003, p. 170; et Joanna Spear, « Organizing for International Counterproliferation: NATO and U.S. Nonproliferation Policy », in Nolan *et al.* (2003), p. 213.
- (11) Judith Miller, Stephen Engelberg et William J. Broad, *GERMS: Biological Weapons and America's Secret War*, Simon & Schuster, New York, 2001, p. 288.

comme strictement défensives, l'administration Bush jugerait offensives des recherches semblables si elles se déroulaient en Russie, en Irak ou en Iran⁽¹²⁾. Le soutien des États-Unis au CABT s'est renforcé après les attentats du 11 septembre 2001 et la campagne de peur au courrier piégé à l'anthrax de 2001. Depuis ces événements, le président Bush a proposé aux parties au CABT plusieurs initiatives visant à resserrer la sécurité des agents pathogènes, y compris la criminalisation des activités interdites par le traité⁽¹³⁾ et la surveillance de la sécurité et de l'ingénierie génétique des agents pathogènes – ce que les États-Unis commencent à peine à faire⁽¹⁴⁾.

ARMES CHIMIQUES

La politique de l'administration Bush en matière d'armes chimiques est légèrement différente, mais là encore elle rappelle celle des administrations précédentes. Les États-Unis ont signé et ratifié la Convention sur les armes chimiques (CAC) en 1993 et en 1997 sous le président Clinton. En tout, 164 États sont parties au traité⁽¹⁵⁾, qui interdit la mise au point, la fabrication, le stockage et l'emploi d'armes chimiques. Contrairement au CABT, la CAC comporte un mécanisme d'inspection que les États-Unis jugent digne de soutien. Bien qu'aucune société américaine ne fabrique d'armes chimiques, il y en a qui produisent des substances chimiques à double usage susceptibles de militarisation. Le Département du commerce et le Département d'État soutiennent que ces sociétés peuvent être tenues de fournir des rapports et des déclarations et de consentir à des inspections sur place menées par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, qui administre la CAC⁽¹⁶⁾.

Les États-Unis sont en train d'éliminer leur arsenal chimique. Ils sont le premier État à avoir amorcé ce processus de destruction avec la mise en service du système d'élimination des agents chimiques de l'atoll Johnston en 1990 et ils avaient le seul programme actif de

(12) Leitenberg (2001), p. 6.

(13) Cirincione *et al.* (2002), p. 53.

(14) Squassoni (2004), p. 16.

(15) Au 20 juin 2004. Voir Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, « États parties à la Convention sur les armes chimiques », 20 juin 2004 (http://www.opcw.org/html/db/members_ratifyer.html, consulté le 12 août 2004).

(16) Département d'État (Bureau du contrôle des armements) et Département du Commerce (Bureau de l'industrie et de la sécurité) des États-Unis, « U.S. Chemical Weapons Convention Web Site – About the CWC », 4 octobre 2003 (<http://www.cwc.gov/overview/about.html>, consulté le 3 janvier 2004).

destruction des armes chimiques au monde en 2000⁽¹⁷⁾. L'administration Bush a poursuivi cette politique. Environ 25 p. 100 de l'arsenal avait disparu à la fin de 2002. Ce pourcentage aurait été plus élevé sans les retards attribuables à la nécessité d'obtenir des autorités étatiques et locales les permis nécessaires aux nouvelles installations et de régler les actions en justice intentées par les adversaires du processus d'incinération⁽¹⁸⁾. Les États-Unis comptaient éliminer leur arsenal chimique (plus de 30 000 tonnes), le deuxième du monde, en 2004. Cependant, les États-Unis et la Russie ont demandé un prolongement de délai aux termes de la CAC.

ARMES NUCLÉAIRES

La politique américaine en ce qui concerne les armes chimiques et biologiques est restée fondamentalement la même sous l'administration Bush que sous les administrations précédentes; toutefois, au chapitre des armes nucléaires, il y a eu un changement majeur. En effet, en 2002, le gouvernement américain a déclaré vouloir revitaliser l'infrastructure nucléaire des États-Unis et indiqué qu'il envisagerait d'utiliser les armes nucléaires, même de façon préventive et contre des États non dotés d'armes nucléaires, afin d'empêcher des régimes ennemis et des terroristes d'acquérir des ADM et d'attaquer son territoire ou ses forces armées. En même temps, les États-Unis s'efforcent de mettre au point des armes nucléaires de faible puissance capables de s'enfoncer sous terre pour détruire les abris fortifiés. Les représentants de la Maison-Blanche nient qu'ils rompent avec le passé, mais il est permis de se demander si les États-Unis n'ont pas réduit le seuil d'utilisation des armes nucléaires aux retombées radioactives peu importantes⁽¹⁹⁾. Cette politique semble conçue pour effacer l'opprobre qui pèse sur ces engins. Conduire des recherches sur des bombes censées être moitié moins puissantes que celles de Hiroshima et de Nagasaki, a déclaré le *New York Times*, « c'est rompre le tabou qui frappe l'usage des armes nucléaires depuis 1945 »⁽²⁰⁾.

(17) Center for Defense Information, « Chemical and Biological Weapons Site – the United States », 16 novembre 2000 (<http://www.cdi.org/issues/cbw/unitedstates.html>, consulté le 4 janvier 2004).

(18) John Hart, Frida Kuhlau et Jacqueline Simon, « Chemical and Biological Weapon Developments and Arms Control », *SIPRI Yearbook 2003: Armaments, Disarmament and International Security*, Oxford University Press, Oxford, 2003, p. 655.

(19) Mike Allen et Barton Gellman, « Pre-emptive Strikes and Part of U.S. Strategic Doctrine; 'All Options' Open for Countering Unconventional Arms », *Washington Post*, 11 décembre 2002, p. A1.

(20) Éditorial, « The Wrong Proliferation Message », *The New York Times*, 8 juin 2004, p. 24 [traduction].

L'approche américaine est exposée dans la Nuclear Posture Review (NPR, janvier 2002) et la National Security Presidential Directive 17 (NSPD 17, septembre 2002). La NPR préconise une « plus grande flexibilité » en matière de forces nucléaires et note que « les options d'attaque nucléaire d'échelle, de portée et d'objectif variables compléteront les autres capacités militaires »⁽²¹⁾. Signée par le président, la NSPD 17 est un document classifié qui accompagne la stratégie de sécurité nationale. Elle déclare sans ambiguïté que les armes nucléaires peuvent être utilisées en réponse à une attaque à l'arme biologique ou chimique. « Les forces nucléaires », peut-on y lire, « ne peuvent à elles seules servir de moyen de dissuasion contre les ADM et les missiles. La force nucléaire assortie d'un mélange approprié de capacités classiques de riposte et de défense, joint à de bonnes capacités de renseignement, de surveillance, d'interception et de mise en application des lois sur le territoire national, renforce notre posture de dissuasion globale à l'encontre des menaces d'ADM »⁽²²⁾.

Pour contrer la menace d'attaque à l'arme biologique ou chimique, l'arsenal nucléaire n'a plus besoin d'être aussi important. L'administration Bush est donc en train de réduire l'arsenal de 10 565 armes nucléaires. Ce total comprend un nombre estimatif de 6 480 armes stratégiques opérationnellement déployées, mais selon la NPR, ce chiffre tombera à 3 800 en 2007 et à 1 700-2 200 d'ici 2012. La première réduction figurait dans les plans de l'administration Clinton alors que la deuxième se fait à un rythme plus lent que prévu⁽²³⁾. L'objectif du NPR pour 2012 est inscrit dans le Traité de réduction des armes nucléaires stratégiques (connu également sous le nom de Traité de Moscou), que les États-Unis et la Russie ont signé en mai 2002. Mais en juin 2004, l'administration Bush a annoncé son intention de réduire de moitié l'arsenal tout entier d'ici 2012. Ce plan englobe les armes tactiques, de réserve et inactives, catégories auparavant protégées⁽²⁴⁾. Le Traité de Moscou prévoit la mise hors service actif des armes stratégiques opérationnellement déployées, mais selon le plan annoncé en juin 2004, ces armes seront détruites, et la réserve diminuera en rapport avec la réduction du nombre nécessaire d'armes de rechange⁽²⁵⁾.

(21) Christine Kucia et Daryl Kimball, « New Nuclear Policies, New Weapons, New Dangers », document de la Arms Control Association, 28 avril 2003, pages non numérotées, p. 2 [traduction].

(22) Cité dans Nicholas Kravov, « Bush Signs Paper Allowing Nuclear Response; White House Makes Option Explicit to Counter Biological, Chemical Attacks », *Washington Times*, 31 janvier 2003, p. A1 [traduction].

(23) Cirincione *et al.* (2002) p. 176.

(24) Matthew L. Wald, « U.S. to Make Deep Cuts in Stockpile of A-Arms », *The New York Times*, 4 juin 2004, p. 17.

(25) Andrew Koch, « Washington Cuts Nuclear Arsenal », *Jane's Defence Weekly*, 9 juin 2004, p. 8.

L'objectif principal de Bush est de revitaliser les capacités scientifiques et militaires nucléaires des États-Unis. En vertu de la NPR, on cherchera à mettre au point de nouvelles générations de missiles balistiques intercontinentaux, de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins balistiques et de bombardiers lourds à long rayon d'action et à rendre plus difficile la surveillance de cet arsenal en transférant des milliers d'ogives déclarables aux termes de START à des catégories de réserve non déclarables⁽²⁶⁾. Dans son budget de l'exercice 2004, le Département de l'énergie cherche à obtenir des crédits pour revigorer le programme de recherche et de développement sur les ogives nucléaires⁽²⁷⁾. Au cours de l'exercice 2004, le gouvernement américain a consacré 6,5 milliards de dollars aux armes nucléaires, soit bien plus que la moyenne de 4,2 milliards que les administrations précédentes ont consacré à ce poste pendant la guerre froide (de 1948 à 1989 environ). Si le Congrès accède aux demandes du gouvernement, ce chiffre passera à 6,81 milliards en 2005, ce qui veut dire que les dépenses annuelles au titre des armes nucléaires auront augmenté de 31 p. 100 pendant les quatre années de l'administration Bush et auront été multipliées par deux par rapport à ce qu'elles étaient il y a 10 ans⁽²⁸⁾. Une bonne partie des fonds sera employée à prolonger la vie des ogives nucléaires existantes ou affectée à de nouvelles installations et à la recherche.

Le « Robust Nuclear Earth Penetrator » (RNEP), un casse-casemate nucléaire de faible puissance, est le projet de nouvelle ogive le plus notable. Les États-Unis possèdent déjà un casse-casemate, le B61-11, mais il est conçu pour pénétrer le sol, pas le roc. Si on peut mettre au point une ogive à hydrogène capable de percer le béton ou le roc sans exploser avant d'atteindre la cible, a déclaré Fred Celec, l'assistant adjoint au secrétaire de la Défense pour les affaires nucléaires, « il sera tôt ou tard mis en service »⁽²⁹⁾. Suivant les recommandations de la NPR, le Defense Authorization Act pour l'exercice 2003 prévoyait 46 millions de dollars pour la recherche sur la nouvelle ogive⁽³⁰⁾. En avril 2003, un concours de design préliminaire a mis aux prises le Lawrence Livermore National Laboratory, en Californie, et le Los Alamos National

(26) Hart, Kuhlau et Simon (2003), p. 610, 612.

(27) Kucia et Kimball (2003), p. 2.

(28) Tous les montants sont exprimés en dollars américains. Voir Christopher E. Paine, *Weaponers of Waste*, Natural Resources Defense Council, Washington (D.C.), avril 2004, p. 6, 8.

(29) Dan Stober, « Nuclear 'Bunker-Busters' Sought – Move Signals Big Shift in U.S. Weapon Strategy », *San Jose Mercury News*, 23 avril 2003, p. M1.

(30) Kucia et Kimball (2003), p. 2.

Laboratory au Nouveau-Mexique⁽³¹⁾. Dans ses budgets 2005-2009, le Département de l'énergie demande 484,7 millions de dollars pour amener le RNEP jusqu'à l'étape de la production⁽³²⁾.

MULTILATÉRALISME : LA PRUDENCE DEMEURE

Les mesures multilatérales contre la propagation des armes nucléaires, chimiques et biologiques sont actuellement encouragées. Au Sommet des chefs d'État de Kananaskis en juin 2002, les dirigeants du G8 ont annoncé un programme de 20 milliards de dollars sur 10 ans visant à démanteler les ADM, d'abord en Russie. L'administration américaine a promis de consacrer 10 milliards de dollars à ce programme. Les États-Unis ont de plus coparrainé la première résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies contre la prolifération des ADM en 2004. Cette résolution oblige les gouvernements à empêcher les acteurs non étatiques d'acquérir des ADM, à criminaliser la possession d'ADM par des acteurs non étatiques et à établir des contrôles nationaux de lutte contre la prolifération des armes et des matériels connexes, y compris les vecteurs⁽³³⁾. Le président Bush a plaidé en faveur de l'acceptation du protocole additionnel aux accords de garantie de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui refermerait l'échappatoire empêchant l'Agence d'inspecter toutes les installations nucléaires (pas seulement les installations militaires). Les États-Unis ont ratifié le nouveau protocole, mais en tant que puissance nucléaire, ils conservent le droit d'exclure des sites ou des activités qu'ils déclarent « d'importance directe pour la sécurité nationale »⁽³⁴⁾. Une initiative de sécurité contre la prolifération a été lancée, dans le cadre de laquelle les États-Unis et ses partenaires (dont 11 pays centraux) chercheront à suivre la trace des cargaisons en provenance de « régimes dangereux et cachottiers » et à destination d'« agents du marché noir » à but lucratif qui font le trafic de matériels et de connaissances afin de « mettre la main sur les intermédiaires, les fournisseurs et les acheteurs »⁽³⁵⁾.

(31) Stober (2003), p. M1.

(32) Koch (2004), p. 8.

(33) Nations Unies, S/RES/1540, 28 avril 2004, paragraphes 1-3 du dispositif.

(34) Carl E. Behrens, *Nuclear Proliferation Issues*, document du Service de recherche du Congrès n° B10091, Washington, 26 avril 2004, p. 7 [traduction].

(35) George W. Bush, « Address Announcing New Measures to Counter the Threat of WMD », 11 février 2004 (<http://www.whitehouse.gov/news>, consulté le 28 mai 2004) [traduction].

Mais la politique de l'administration n'est pas infusée par le multilatéralisme. L'argumentaire de Bush en faveur de la résolution de l'ONU, estiment certains journalistes, ne semble pas cohérent avec les plans américains de réarmement nucléaire. Selon Daryl Kimball, directeur exécutif de la Arms Control Association, on peut interpréter la résolution comme une injonction « à faire ce que je dis, non ce que je fais »⁽³⁶⁾. Faisant allusion au programme du G8, qui a tardé à se mettre en branle, le *New York Times* et le *Washington Post* ont mis en doute le sérieux de l'administration en matière de lutte contre la prolifération⁽³⁷⁾. Madeleine Albright et Robin Cook ont écrit que les dirigeants du monde ne faisaient pas suivre leur rhétorique d'un nombre suffisant de mesures concrètes et que le programme du G8 devait être entièrement garanti et plus agressif – avec un calendrier raccourci de moitié⁽³⁸⁾.

En fait, les États-Unis se méfient des régimes multilatéraux qui risquent d'entraver leur liberté d'action. Ils souhaitent une stratégie de réduction des armes nucléaires qui offre le maximum de flexibilité. Un bel exemple en est le Traité de Moscou, que les partisans du contrôle des armements critiquent sévèrement parce que les signataires ont jusqu'à minuit le 31 décembre 2002 pour réduire à 2 200 le nombre des armes stratégiques opérationnellement déployées – et que cette limite n'est juridiquement contraignante que pour un moment avant l'expiration du traité. En outre, le traité ne comporte pas de mécanisme d'inspection et de vérification et il peut être aisément dénoncé pour quelque raison que ce soit⁽³⁹⁾. En juin 2002, les États-Unis ont dénoncé le Traité sur les missiles anti-missiles balistiques parce que, selon le président Bush, ce traité l'empêchait de protéger le pays contre les attaques au missile de terroristes et d'États voyous⁽⁴⁰⁾. Les États-Unis n'envisagent pas pour le moment de procéder à des essais nucléaires, mais ils ne sont pas prêts à se lier les mains en ratifiant le Traité

(36) Colum Lynch, « U.S. Effort on Arms Opposed: Security Council Members Seek to Limit Resolution », *Washington Post*, 20 avril 2004, p. A16.

(37) Éditorial, « Destroy Russia's Weapons », *Washington Post*, 11 juillet 2003, p. A20; et Éditorial, « A Real Nuclear Danger », *The New York Times*, 28 mai 2004, p. 20.

(38) Albright a été secrétaire d'État sous le président Clinton et Cook secrétaire au Foreign Office du Royaume-Uni. Voir Madeleine Albright et Robin Cook, « We need a Global Attack on Nuclear Proliferation », *Los Angeles Times*, 7 juin 2004, p. B9.

(39) David Ruppe, « U.S.-Russia: Nuclear Treaty Is Weak, Short-Lived, Officials Say », *Global Security Newswire*, 30 mai 2002. Extrait du site web de la Nuclear Threat Initiative (www.nti.org, consulté le 9 août 2004).

(40) British Broadcasting Corporation, « America Withdraws From ABM Treaty », 13 décembre 2001 (<http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/americas/1707812.stm>, consulté le 9 août 2004).

d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT)⁽⁴¹⁾. En mai 2004, une réunion préparatoire des parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a échoué sur la question apparemment procédurale de savoir comment se référer à des décisions consensuelles prises en 2000. L'échec est attribuable au fait que ces décisions comportaient des engagements – comme la signature du CTBT et la réduction du nombre d'armes nucléaires tactiques – auxquels s'opposent maintenant les États-Unis⁽⁴²⁾.

Les accords multilatéraux sont considérés comme des contraintes plutôt que comme des sauvegardes en grande partie à cause de la menace terroriste. Dans le grand discours sur la contre-prolifération qu'il a prononcé en février 2004, le président a parlé de la possibilité que des terroristes obtiennent une ADM comme « de la plus grave menace qui pèse aujourd'hui sur l'humanité ». Cette déclaration montre bien que les terroristes passent pour irrationnels aux yeux de l'administration. Contrairement aux chefs d'État, qui sont sensibles à la dissuasion et qui n'utiliseraient les ADM qu'en dernier recours, on croit que les terroristes considèrent ces armes comme « le moyen privilégié de promouvoir leur idéologie du suicide et de l'assassinat en masse »⁽⁴³⁾. La façon dont l'administration Bush conçoit le problème des ADM met l'accent sur l'élimination non des armes elles-mêmes, mais des régimes hors-la-loi et des acteurs non étatiques qui en possèdent⁽⁴⁴⁾. Les États-Unis se sont tournés vers une riposte classique et nucléaire à cause de leur opposition déclarée aux armes biologiques et chimiques.

MANQUE D'INTÉRÊT POUR LA CONTRE-PROLIFÉRATION

Comme les États-Unis sont absorbés par l'Irak et les nouvelles menaces terroristes, les activités de contre-prolifération en Russie leur paraissent moins prioritaires sauf si elles peuvent être liées à la guerre contre la terreur. Par exemple, l'administration n'a que mollement appuyé le Programme de réduction concertée des menaces, dont le but est de réduire

(41) Linton Brooks, « Interview », menée par Leonard S. Spector, *Non-Proliferation Review*, Automne-Hiver 2002, p. 3.

(42) Jim Wurst, « NPT Meeting Collapses », Global Security Newswire, 10 mai 2004. Extrait du site web de la Nuclear Threat Initiative (www.nti.org, consulté le 11 mai 2004).

(43) Bush (2004) [traduction].

(44) Joseph Cirincione, « Transcript of Forum with Carnegie Endowment for International Peace, Century Foundation, and Georgetown University », Dotation Carnegie pour la paix internationale, Washington (D.C.), 5 février 2004. Transcription préparée par le Federal News Service.

les armes, les matières et les technologies nucléaires en ex-Union soviétique⁽⁴⁵⁾. En 2003, le programme a reçu pour objectif supplémentaire d'empêcher les ADM russes de tomber dans les mains de terroristes⁽⁴⁶⁾. En mai 2004, Bush a lancé l'Initiative élargie de réduction des menaces afin de sécuriser, d'enlever ou d'éliminer les matières nucléaires et radiologiques que la Russie et les États-Unis ont distribuées partout dans le monde pour aider aux recherches non militaires. Washington a lancé cette initiative de 450 millions de dollars parce qu'il craint que des terroristes ou des États voyous s'emparent de ces matières⁽⁴⁷⁾.

La Russie a également un gros arsenal de plutonium de qualité militaire qui est mal protégé. Néanmoins, la Russie et les États-Unis n'ont pas encore commencé à détruire les 68 tonnes de plutonium récupérées de bombes et d'ogives russes (intention annoncée avec fanfare par le président Clinton en 1998) à cause d'un différend sur les responsabilités en cas de catastrophe. Certains commentateurs, comme le champion du désarmement nucléaire et ancien sénateur américain Sam Nunn, croient que « le gros problème, c'est le manque de volonté politique. Ce ne sont pas de gros problèmes. Ils peuvent être réglés par des chefs déterminés... »⁽⁴⁸⁾.

En résumé, Washington a négligé les efforts de contre-prolifération non seulement en Russie, mais partout dans le monde. Selon un rapport de l'Université Harvard publié en 2004, on a sécurisé moins de matières nucléaires durant les deux années suivant le 11 septembre que durant les deux années précédentes⁽⁴⁹⁾.

LES COMMENTATEURS CONSTATENT UN CHANGEMENT DE POLITIQUE

Certains analystes soutiennent que Bush ne rompt pas avec l'ancienne politique américaine en matière d'armes nucléaires, mais qu'il la poursuit. Selon l'un d'entre eux, il faut voir la politique de Bush « comme la dernière mouture d'une doctrine de contre-prolifération

(45) Éditorial, « Destroy Russia's Weapons », *Washington Post* (2003).

(46) Département de la défense des États-Unis (2003).

(47) Marina Malenic, « U.S. Outlines Plan for Securing Nuclear Materials », *Global Security Newswire*, 26 mai 2004. Extrait du site web de la Nuclear Threat Initiative (www.nti.org, consulté le 14 août 2004).

(48) Peter Slevin, « U.S.-Russia Plutonium Disposal Project Languishing », *Washington Post*, 10 mai 2004, p. A17 (traduction).

(49) Éditorial, « A Real Nuclear Danger », *The New York Times* (2004).

devenue un élément central de la politique militaire américaine depuis la fin de la guerre froide »⁽⁵⁰⁾. Deux autres pensent qu'il faut prendre avec un grain de sel la politique nucléaire de Bush parce que les contraintes du système et du droit international rendent peu plausible une guerre nucléaire préventive. À leur avis, ses initiatives peuvent être envisagées sous un jour différent, « dans lequel elles ne semblent plus aussi diaboliques ou inédites »⁽⁵¹⁾.

Mais la plupart des observateurs estiment que l'attitude de Bush constitue un changement de politique majeur. C'est ce qu'a soutenu en 2002 l'ambassadeur Japp Ramaker, ancien représentant permanent des Pays-Bas à l'ONU. En parlant du RNEP, il a déclaré qu'« une telle utilisation de l'arme nucléaire romprait complètement avec les usages établis. Les armes nucléaires étaient un moyen de dissuasion. Le casse-casemate n'aurait plus rien à voir avec la dissuasion. Ce serait une arme qu'on pourrait utiliser comme toute autre arme de manière offensive »⁽⁵²⁾. Selon la Arms Control Association, c'est « un changement de politique ambitieux dans le sens d'une utilisation accrue de l'arme nucléaire »⁽⁵³⁾. Estimant pour sa part qu'il s'agit d'« une nette rupture avec le passé », Theresa Hitchens du Center for Defense Information fait remarquer qu'on insiste davantage sur la guerre nucléaire et sur la possibilité d'utiliser l'arme nucléaire en premier et qu'on entend plus souvent « déclarer clairement (par opposition à la politique ambiguë de l'administration Clinton) que les États-Unis seraient justifiés d'utiliser l'arme nucléaire contre une menace non nucléaire »⁽⁵⁴⁾.

CONCLUSION

En bref, l'actuelle politique américaine sur les ADM chimiques et biologiques ressemble en gros à l'ancienne. En ce qui concerne les armes biologiques, les États-Unis

(50) David S. McDonough, « Fear of Small Shadows: Counter-Proliferation in U.S. Nuclear Strategy », Institut canadien des études stratégiques, Strategic Datalink n° 116, décembre 2003, p. 3.

(51) James J. Wirtz et James A. Russell, « U.S. Policy on Preventative War and Pre-emption », *The Non-Proliferation Review*, printemps 2003, p. 118-119 [traduction].

(52) Japp Ramaker, « Address to Carnegie International Non-Proliferation Conference », Washington (D.C.), 14 novembre 2002. Extrait du Carnegie Non-Proliferation Project, *The Proliferation Threat*, DVD, septembre 2003 [traduction].

(53) Kucia et Kimball (2003), p. 1 [traduction].

(54) Theresa Hitchens, « Slipping Down the Nuclear Slope: Bush Administration Nuclear Policy Lowers Bar Against Usage », communication à une conférence, 26 février 2003 (<http://www.cdi.org/whatsnew/index.cfm>, consulté le 1^{er} décembre 2003) [traduction].

continuent de vouloir protéger la recherche biologique défensive et les industries biotechniques contre la curiosité des inspecteurs de la CABT. Depuis septembre 2001, cependant, Washington cherche davantage à renforcer les arrangements multilatéraux. Les États-Unis ne produisent pas d'armes chimiques et l'administration Bush n'a pas jugé bon de modifier la politique prévoyant l'éradication graduelle de leur arsenal chimique.

Mais en ce qui a trait aux armes nucléaires, les États-Unis sont de plus en plus disposés à envisager l'impensable – le recours préventif à ces engins. L'administration Bush n'appuie les instruments multilatéraux que lorsqu'ils n'empiètent pas sur la liberté d'action des États-Unis et semble moins se préoccuper d'empêcher la prolifération des substances et des techniques de destruction massive en Russie. Les États-Unis réduisent leur arsenal nucléaire, mais en même temps ils investissent davantage dans la recherche sur les armes nucléaires et leur remise à neuf qu'ils ne le faisaient pendant la guerre froide. Ils sont en train de mettre au point un casse-casemate nucléaire et ils étudient la possibilité de concevoir des engins nucléaires « utilisables » de faible puissance. Cette politique s'explique par la détermination de Washington à empêcher les terroristes et les États voyous d'utiliser les ADM contre les États-Unis. L'idée que l'administration actuelle se fait de cette menace est en train de changer les attitudes américaines à l'égard de la stratégie nucléaire, de la production d'armements et du désarmement.